



UN LIBRARY
601 9/2
UN/CA COLLECTION

RAPPORT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1^{er} août 1972 — 31 juillet 1973

**ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 5 (A/9005)**

NATIONS UNIES

RAPPORT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1^{er} août 1972 — 31 juillet 1973

ASSEMBLEE GENERALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 5 (A/9005)**



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
I. — Composition de la Cour	1
II. — Compétence de la Cour	
A. — Compétence de la Cour en matière contentieuse	1
B. — Compétence de la Cour en matière consultative	2
III. — Activité judiciaire de la Cour	
A. — Appel concernant la compétence du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale	2
B. — Compétence en matière de pêcheries	2
C. — Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal admi- nistratif des Nations Unies	4
D. — Essais nucléaires	4
E. — Procès de prisonniers de guerre pakistanais	5
IV. — Statut et Règlement de la Cour; questions administratives	
A. — Examen du rôle de la Cour	5
B. — Proposition d'amendement du Statut	6
C. — Révision du Règlement	6
V. — Publications et documents de la Cour	6

1. Le présent rapport sur l'activité de la Cour internationale de Justice porte sur la période du 1^{er} août 1972 au 31 juillet 1973. Il fait suite au rapport 1971-1972¹, dont l'Assemblée générale a pris note le 13 décembre 1972.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 5 (A/8705).

I. — COMPOSITION DE LA COUR

2. Le 30 octobre 1972, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont réélu MM. Forster et Gros comme membres de la Cour pour une période de neuf ans, à dater du 6 février 1973; en même temps, sir Humphrey Waldock et MM. Nagendra Singh et Ruda ont été élus membres de la Cour pour une égale durée en vue de pourvoir au remplacement de sir Muhammad Zafrulla Khan, de sir Gerald Fitzmaurice et de M. Padilla Nervo, dont les mandats expiraient le 5 février 1973. Les nouveaux juges ont pris au cours d'une séance publique tenue par la Cour le 14 février l'engagement solennel prévu à l'article 20 du Statut.

3. Le 8 février 1973, la Cour a élu M. Lachs comme Président pour une période de trois ans en remplacement de sir Muhammad Zafrulla Khan et elle a réélu M. Ammoun comme Vice-Président pour la même durée.

4. La composition actuelle de la Cour est donc la suivante : M. M. Lachs, Président; M. F. Ammoun, Vice-Président; MM. I. Forster, A. Gros, C. Bengzon, S. Petrán, C. D. Onyeama, H. C. Dillard, L. Ignacio-Pinto, F. de Castro, P. D. Morozov, E. Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, MM. Nagendra Singh et J. M. Ruda, juges.

5. En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de procédure sommaire (Statut, Art. 29). Le 8 février 1973, cette chambre a été constituée comme suit :

Membres :

MM. Lachs, Ammoun, Onyeama, de Castro et Jiménez de Aréchaga.

Membres suppléants :

Sir Humphrey Waldock et M. Ruda.

6. La Cour a appris avec un profond regret le décès, survenu le 5 août 1972, de M. J. Spiropoulos, juge de 1958 à 1967; le décès, survenu le 2 janvier 1973, de M. Ch. De Visscher, membre de la Cour permanente de Justice internationale de 1937 à 1946 et de la Cour internationale de Justice de 1946 à 1952; et le décès, survenu le 24 juin 1973, de M. G. H. Hackworth, juge de 1946 à 1961 et Président de la Cour de 1955 à 1958.

7. Le 5 juillet 1973, MM. S. Aquarone et W. Tait ont été réélus respectivement Greffier et Greffier adjoint de la Cour.

II. — COMPÉTENCE DE LA COUR

A. — COMPÉTENCE DE LA COUR EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

8. A la date du 31 juillet 1973, les 132 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Liechtenstein, Saint-Marin et la Suisse, sont parties au Statut de la Cour.

9. En outre la Cour est ouverte à la République fédérale d'Allemagne, dans le cadre des six déclarations qu'elle a déposées au Greffe de la Cour en application de la résolution 9 (1946) du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1946, et à la République du Viet-Nam, dans le cadre de la déclaration qu'elle a déposée dans les mêmes conditions.

10. Par lettre du 5 septembre 1972, le Gouvernement de la République populaire de Chine a fait connaître qu'il "ne reconnaît pas la déclaration que l'ancien Gouvernement chinois a faite le 26 octobre 1946 . . . concernant l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour". Le 20 février 1973, le Gouvernement du Costa Rica a fait déposer auprès du Secrétaire général une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, en vertu de l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour.

11. Compte tenu de ces faits, le nombre d'Etats reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation (dans certains cas avec réserves) est actuellement de 46. Il s'agit des Etats suivants : Australie, Autriche, Belgique, Botswana, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Egypte, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gambie, Haïti, Honduras, Inde, Israël, Japon, Kenya, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Malawi, Malte, Maurice, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République Dominicaine, République khmère, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Souaziland, Soudan, Suède, Suisse et Uruguay.

12. Depuis le 1^{er} août 1972, cinq traités prévoyant la compétence de la Cour en matière contentieuse et enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ont été signalés à la Cour : convention internationale du 1^{er} décembre 1954 se substituant à la convention du 21 juin 1920 relative à l'Institut international du froid; convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques révisée à Stockholm le

14 juillet 1967; convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle révisée à Stockholm le 14 juillet 1967; convention de La Haye du 16 décembre 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs; traité général du 5 avril 1972 entre le Chili et l'Argentine concernant le règlement judiciaire des différends.

13. On trouvera au chapitre IV de l'*Annuaire 1972-1973* de la Cour des listes des traités et conventions en vigueur prévoyant la compétence de la Cour. En outre la juridiction de la Cour s'étend aux traités et conventions en vigueur prévoyant le renvoi à la Cour permanente de Justice internationale (Statut, Art. 37).

B. — COMPÉTENCE DE LA COUR EN MATIÈRE CONSULTATIVE

14. Les organisations ci-après sont actuellement qualifiées pour demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques :

Organisation des Nations Unies (Assemblée générale, Conseil de sécurité, Conseil économique et social, Conseil de tutelle, Commission intérimaire de l'Assemblée générale, Comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif)

Organisation internationale du Travail

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Organisation mondiale de la santé

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Société financière internationale

Association internationale de développement

Fonds monétaire international

Organisation de l'aviation civile internationale

Union internationale des télécommunications

Organisation météorologique mondiale

Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

Agence internationale de l'énergie atomique.

15. La compétence de la Cour en matière consultative fait également l'objet d'instruments internationaux dont on trouvera la liste au chapitre IV de l'*Annuaire 1972-1973* de la Cour.

III. — ACTIVITE JUDICIAIRE DE LA COUR

16. Du 1^{er} au 18 août 1972 et du 4 janvier au 13 juillet 1973, la Cour a tenu 21 audiences publiques et 101 séances privées. Elle a rendu trois arrêts, un avis consultatif et 13 ordonnances. Elle a réglé une affaire contentieuse et une affaire consultative, elle a poursuivi l'examen de deux autres affaires contentieuses, pour lesquelles elle s'est déclarée compétente, et elle s'en est vu soumettre trois nouvelles. Elle a connu de cinq demandes en indication de mesures conservatoires et elle a reçu deux requêtes à fin d'intervention.

A. — APPEL CONCERNANT LA COMPÉTENCE DU CONSEIL DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

17. Le 18 août 1972, la Cour a rendu en audience publique son arrêt dans cette affaire, qui a eu pour origine le fait que, le 4 février 1971, à la suite d'un incident relatif au détournement d'un avion indien vers le Pakistan, l'Inde avait suspendu les survols de son territoire par les appareils civils pakistanais. Le Pakistan en avait saisi le Conseil de l'OACI par une requête et par une plainte présentées le 3 mars 1971. L'Inde ayant opposé des exceptions préliminaires d'incompétence, le Conseil s'était déclaré compétent par décisions du 29 juillet 1971. Le 30 août suivant, le Gouvernement indien avait interjeté appel de ces décisions devant la Cour. Au cours des procédures écrite et orale qui s'étaient ensuivies, le Pakistan avait notamment soulevé des objections quant à la compétence de la Cour pour connaître de l'appel.

18. Dans son arrêt du 18 août 1972 (*C.I.J. Recueil 1972*, p. 46), la Cour, après avoir énoncé ses motifs, a, par 13 voix contre 3, rejeté les objections du Gouvernement pakistanais sur la question de sa compétence et dit qu'elle était compétente pour connaître de l'appel de l'Inde; par 14 voix contre 2, décidé que le Conseil

de l'OACI est compétent pour connaître de la requête et de la plainte du Gouvernement pakistanais et rejeté en conséquence l'appel interjeté devant elle par le Gouvernement indien. Sir Muhammad Zafrulla Khan et M. Lachs ont joint à l'arrêt des déclarations, MM. Petrén, Onyeama, Dillard, de Castro et Jiménez de Aréchaga y ont joint des opinions individuelles et MM. Morozov et Nagendra Singh des opinions dissidentes.

19. Aux fins de l'affaire, la Cour était composée comme suit : M. Ammoun, Vice-Président faisant fonction de Président; sir Muhammad Zafrulla Khan, Président; sir Gerald Fitzmaurice, MM. Padilla Nervo, Forster, Gros, Bengzon, Petrén, Lachs, Onyeama, Dillard, Ignacio-Pinto, de Castro, Morozov, Jiménez de Aréchaga, juges; M. Nagendra Singh, juge *ad hoc* (désigné par le Gouvernement indien).

B. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PÊCHERIES

20. Des requêtes introductives d'instance contre l'Islande avaient été soumises à la Cour par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République fédérale d'Allemagne les 14 avril et 5 juin 1972 respectivement. Les deux affaires ainsi introduites avaient pour origine la décision du Gouvernement islandais d'étendre de 12 à 50 milles marins à partir des lignes de base la limite de sa zone de compétence exclusive sur les pêcheries à dater du 1^{er} septembre 1972, décision que les Gouvernements du Royaume-Uni et de la République fédérale considèrent comme contraire au droit international. Par lettres du 29 mai et du 27 juin 1972 respectivement, le Gouvernement islandais avait déclaré que la Cour ne pouvait trouver dans son Statut aucun fondement pour l'exercice de sa compétence dans aucune des deux affaires et qu'il n'était pas disposé à lui attribuer compétence.

21. Des demandes en indication de mesures conservatoires ayant été présentées par le Royaume-Uni le 19 juillet 1972 et par la République fédérale le 21 juillet, la Cour a tenu les 1^{er} et 2 août 1972 deux audiences publiques au cours desquelles elle a successivement entendu les observations à ce sujet de sir Peter Rawlinson au nom du Royaume-Uni et de M. Jaenicke au nom de la République fédérale. Le Gouvernement islandais ne s'est pas fait représenter à ces audiences.

22. Le 17 août 1972, la Cour a rendu en audience publique deux ordonnances (*C.I.J. Recueil 1972*, p. 12 et 30). Dans la première, concernant le Royaume-Uni, elle a, par 14 voix contre une, indiqué à titre provisoire, en attendant son arrêt définitif, les mesures conservatoires tendant à ce que :

- a) le Royaume-Uni et l'Islande veillent l'un et l'autre à éviter tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend;
- b) le Royaume-Uni et l'Islande veillent l'un et l'autre à éviter tout acte qui risquerait de porter atteinte au droit de l'autre Partie à obtenir l'exécution de tout arrêt que la Cour pourrait rendre sur le fond de l'affaire;
- c) l'Islande s'abstienne de toute mesure visant à appliquer le règlement du 14 juillet 1972 aux navires immatriculés au Royaume-Uni et pêchant dans les eaux avoisinant l'Islande au-delà de la zone de pêche de 12 milles;
- d) l'Islande s'abstienne d'appliquer, à l'encontre des navires immatriculés au Royaume-Uni, de leurs équipages ou des autres personnes intéressées, des sanctions administratives, judiciaires ou autres ou toute autre mesure, pour le motif que ces navires ou ces personnes auraient pêché dans les eaux avoisinant l'Islande au-delà de la zone de pêche de 12 milles;
- e) le Royaume-Uni veille à ce que les prises annuelles des navires immatriculés sur son territoire ne dépassent pas 170 000 tonnes métriques de poisson dans la zone maritime islandaise que le Conseil international pour l'exploration de la mer a définie comme région Va;
- f) le Gouvernement du Royaume-Uni communique au Gouvernement islandais et au Greffe de la Cour tous renseignements utiles, les décisions publiées et les arrangements adoptés en ce qui concerne le contrôle et la réglementation des prises de poisson dans la région.

A moins qu'elle n'ait auparavant rendu son arrêt définitif en l'affaire, la Cour réexaminera la question en temps voulu, avant le 15 août 1973, à la demande de l'une ou l'autre Partie en vue de décider s'il y a lieu de maintenir ces mesures, de les modifier ou de les rapporter.

23. Dans la seconde ordonnance, concernant la République fédérale d'Allemagne, la Cour a indiqué *mutatis mutandis* à la même majorité les mêmes mesures conservatoires, avec cette seule différence substantielle que, sous e), la limite des prises annuelles des navires immatriculés en République fédérale a été fixée à 119 000 tonnes métriques de poisson. MM. Ammoun, Forster et Jiménez de Aréchaga ont joint à chaque ordonnance une déclaration commune et M. Padilla Nervo y a joint une opinion dissidente.

24. Par deux ordonnances du 18 août 1972 (*C.I.J. Recueil 1972*, p. 181 et 188), la Cour a fixé au 13 octobre et au 8 décembre 1972 respectivement la

date d'expiration des délais pour le dépôt de mémoires des Gouvernements du Royaume-Uni et de la République fédérale et de contre-mémoires du Gouvernement islandais. Par 9 voix contre 6, elle a décidé que ces pièces de procédure écrite porteraient sur la question de sa compétence. MM. Bengzon et Jiménez de Aréchaga ont joint à chaque ordonnance une opinion dissidente commune sur ce point.

25. Dans les délais ainsi prescrits, les Gouvernements du Royaume-Uni et de la République fédérale ont déposé des mémoires sur la compétence de la Cour. Les 5 et 8 janvier 1973, la Cour a tenu deux audiences publiques au cours desquelles elle a successivement entendu les observations de sir Peter Rawlinson au nom du Royaume-Uni et de M. Jaenicke au nom de la République fédérale sur la question de sa compétence. Le Gouvernement islandais n'a pas déposé de contre-mémoires et n'était pas représenté aux audiences.

26. Par deux arrêts rendus en audience publique le 2 février 1973 (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 3 et 49), la Cour a dit, par 14 voix contre une, qu'elle a compétence pour connaître des requêtes déposées respectivement par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la République fédérale et pour statuer sur le fond. Sir Muhammad Zafrulla Khan a joint à chacun des deux arrêts une déclaration, sir Gerald Fitzmaurice y a joint une opinion individuelle et M. Padilla Nervo une opinion dissidente.

27. Aux fins des ordonnances et arrêts ci-dessus mentionnés, la Cour était composée comme suit : sir Muhammad Zafrulla Khan, Président; M. Ammoun, Vice-Président; sir Gerald Fitzmaurice, MM. Padilla Nervo, Forster, Gros, Bengzon, Petrán, Lachs, Onyeama, Dillard, Ignacio-Pinto, de Castro, Morozov, Jiménez de Aréchaga, juges.

28. Par deux ordonnances du 15 février 1973 (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 93 et 96), la Cour, après s'être renseignée auprès des demandeurs et avoir donné au défendeur la possibilité d'indiquer ses vues, a fixé au 1^{er} août 1973 et au 15 janvier 1974 respectivement la date d'expiration des délais pour le dépôt de mémoires des Gouvernements du Royaume-Uni et de la République fédérale sur le fond et de contre-mémoires du Gouvernement islandais sur le fond.

29. Par communication du 22 juin 1973, le Gouvernement du Royaume-Uni a prié la Cour de confirmer que les mesures conservatoires indiquées dans l'ordonnance du 17 août 1972 resteraient en vigueur jusqu'à ce que la Cour ait rendu son arrêt définitif ou une nouvelle ordonnance. Par communication du même jour, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a prié la Cour de confirmer son interprétation selon laquelle l'ordonnance du 17 août 1972 resterait en vigueur après le 15 août 1973. Par télégramme du 2 juillet 1973, le Gouvernement islandais a protesté contre le maintien en vigueur des mesures conservatoires. Par deux ordonnances du 12 juillet 1973 (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 302 et 313), la Cour a, par 11 voix contre 3, confirmé que, sous réserve du pouvoir de révocation ou de modification que lui confère l'article 61, paragraphe 7, du Règlement de 1946, les mesures conservatoires ci-dessus mentionnées resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif. M. Ignacio-Pinto a joint à chaque ordonnance une déclaration et MM. Gros et Petrán y ont joint des opinions dissidentes.

30. Aux fins des ordonnances ci-dessus mentionnées du 12 juillet, la Cour était composée comme suit :

M. Lachs, Président; M. Ammoun, Vice-Président; MM. Forster, Gros, Bengzon, Petrán, Onyeama, Ignacio-Pinto, de Castro, Morozov, Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, MM. Nagendra Singh, Ruda, juges. (M. Dillard a été empêché de siéger pour raisons de santé.)

C. — DEMANDE DE RÉFORMATION DU JUGEMENT
N° 158 DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES
NATIONS UNIES

31. La Cour avait été saisie le 3 juillet 1972 d'une demande d'avis consultatif soumise par le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies au sujet du jugement n° 158 rendu le 28 avril 1972 à Genève par le Tribunal administratif dans l'affaire *Fasla c. le Secrétaire général*. En vertu de l'article 11 du statut du Tribunal administratif, le Comité avait décidé le 20 juin 1972, sur requête de M. Fasla, de demander un avis consultatif à la Cour.

32. Conformément à l'Article 65, paragraphe 2, du Statut de la Cour, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a transmis à la Cour le 29 août 1972 des documents pouvant servir à élucider la question. Conformément à l'Article 66, paragraphe 2, du Statut de la Cour, l'Organisation des Nations Unies et ses Etats Membres ont été informés que la Cour était disposée à recevoir des exposés écrits lui fournissant des renseignements sur la question posée. Dans un délai fixé par ordonnance du 14 juillet 1972 (*C.I.J. Recueil 1972*, p. 9), à savoir le 20 septembre 1972, l'Organisation des Nations Unies a présenté un exposé écrit fait au nom du Secrétaire général, ainsi que l'opinion de M. Fasla transmise à la Cour conformément à l'article 11, paragraphe 2, du statut du Tribunal administratif. Par la suite, M. Fasla a été admis à déposer, par l'intermédiaire du Secrétaire général, une version corrigée de cette opinion dans un délai venant à expiration le 5 décembre 1972. Le Président ayant fixé au 27 novembre 1972 puis reporté au 31 janvier 1973 la date d'expiration du délai dans lequel des observations écrites pouvaient être présentées conformément à l'Article 66, paragraphe 4, du Statut de la Cour, des observations écrites ont été déposées au nom de l'Organisation des Nations Unies, qui comprenaient des observations du Secrétaire général sur la version corrigée de l'opinion de M. Fasla ainsi que des observations de M. Fasla en réponse à l'exposé du Secrétaire général. L'Organisation des Nations Unies et ses Etats Membres ont été avisés le 6 octobre 1972 qu'il n'était pas envisagé de tenir d'audiences publiques consacrées à des exposés oraux; cela a été confirmé par décision de la Cour prise le 25 janvier 1973.

33. Le 12 juillet 1973, la Cour a rendu en audience publique un avis consultatif (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 166), dans lequel, après avoir énoncé ses motifs et décidé, par 10 voix contre 3, de donner suite à la requête, la Cour a exprimé l'avis :

par 9 voix contre 4, que le Tribunal administratif n'a pas omis d'exercer sa juridiction, ainsi que le soutient le requérant dans sa demande présentée au Comité des demandes de réformation;

par 10 voix contre 3, que le Tribunal administratif n'a pas commis, dans la procédure, une erreur essentielle qui a provoqué un mal-jugé, ainsi que le soutient le requérant dans ladite demande.

M. Lachs a joint à l'avis consultatif une déclaration, MM. Forster et Nagendra Singh y ont joint une déclaration commune, MM. Onyeama, Dillard et Jiménez de Aréchaga des opinions individuelles et MM. Ammoun, Gros, de Castro et Morozov des opinions dissidentes.

34. Aux fins de l'affaire, la Cour était composée comme suit : M. Lachs, Président; M. Ammoun, Vice-Président; MM. Forster, Gros, Bengzon, Onyeama, Dillard, de Castro, Morozov, Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, MM. Nagendra Singh, Ruda, juges. (MM. Petrán et Ignacio-Pinto avaient informé le Président, en vertu de l'Article 24 du Statut, qu'ils estimaient ne pas devoir participer à la procédure.)

35. Le texte de l'avis consultatif a immédiatement été transmis au Secrétaire général.

D. — ESSAIS NUCLÉAIRES

36. Le 9 mai 1973, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont soumis à la Cour des requêtes introductives d'instance contre la France dans deux affaires ayant pour origine les essais nucléaires atmosphériques effectués par la France dans la région du Pacifique sud. Le Gouvernement australien demande à la Cour de dire et juger que la poursuite de ces essais n'est pas compatible avec les règles applicables du droit international et d'ordonner que le Gouvernement français y mette fin. Le Gouvernement néo-zélandais demande à la Cour de dire et juger que pareils essais provoquant des retombées radio-actives constituent une violation des droits de la Nouvelle-Zélande au regard du droit international et que ces droits seraient enfreints par tout nouvel essai.

37. Par lettre du 16 mai 1973, le Gouvernement français a fait connaître qu'il estimait que la Cour n'avait manifestement pas compétence en l'espèce, qu'il ne pouvait accepter sa juridiction et qu'il lui demandait de rayer les deux affaires de son rôle.

38. Les Gouvernements australien et néo-zélandais ont demandé à la Cour, les 9 et 14 mai 1973 respectivement, d'indiquer des mesures conservatoires tendant à ce que la France s'abstienne de procéder à tout essai tant que la Cour serait saisie. La Cour a tenu du 21 au 25 mai six audiences publiques au cours desquelles elle a entendu les observations à ce sujet de MM. Brazil, Murphy, Ellicott, Byers, Lauterpacht et O'Connell au nom du Gouvernement australien et de MM. Quentin-Baxter, Finlay et Savage au nom du Gouvernement néo-zélandais. Le Gouvernement français n'était pas représenté à ces audiences.

39. Par deux ordonnances rendues en audience publique le 22 juin 1973² (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 99 et 135), la Cour a, par 8 voix contre 6, indiqué à titre provisoire, en attendant son arrêt définitif dans chaque affaire, les mesures conservatoires tendant à ce que chacune des Parties veille à éviter tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend ou de porter atteinte aux droits de la Partie adverse à obtenir l'exécution de tout arrêt que la Cour pourrait rendre; et en particulier à ce que le Gouvernement français s'abstienne de procéder à des essais nucléaires provoquant le dépôt de retombées radio-actives sur les territoires australien et néo-zélandais.

² La presse ayant publié, avant la lecture de ces ordonnances, certaines informations au sujet de la décision probable de la Cour, celle-ci a diffusé un communiqué où elle se déclare très préoccupée du problème (communiqué n° 73/30 du 8 août 1973).

40. La Cour a décidé par les mêmes ordonnances que les pièces écrites porteront d'abord sur la question de sa compétence pour connaître des différends et sur celle de la recevabilité des deux requêtes et elle a fixé au 21 septembre et au 21 décembre 1973 respectivement la date d'expiration des délais pour le dépôt de mémoires des Gouvernements australien et néo-zélandais et de contre-mémoires du Gouvernement français. M. Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, M. Nagendra Singh et sir Garfield Barwick ont joint à chacune des deux ordonnances des déclarations et MM. Forster, Gros, Petrán et Ignacio-Pinto y ont joint des opinions dissidentes.

41. Aux fins des ordonnances ci-dessus mentionnées du 22 juin, la Cour était composée comme suit : M. Ammoun, Vice-Président faisant fonction de Président; MM. Forster, Gros, Bengzon, Petrán, Onyeama, Ignacio-Pinto, de Castro, Morozov, Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, MM. Nagendra Singh, Ruda, juges; sir Garfield Barwick, juge *ad hoc* (désigné par les Gouvernements australien et néo-zélandais). (MM. Lachs, Président, et Dillard ont été empêchés de siéger pour raisons de santé.)

42. Les 16 et 18 mai 1973, le Gouvernement de Fidji a présenté, en vertu de l'Article 62 du Statut de la Cour, des requêtes à fin d'intervention dans les deux instances respectivement introduites par le Gouvernement australien et le Gouvernement néo-zélandais. Par deux ordonnances du 12 juillet 1973, la Cour a, par 8 voix contre 5, décidé de surseoir à l'examen de ces requêtes jusqu'à ce qu'elle ait statué sur la question dont traiteront les pièces écrites mentionnées dans les ordonnances du 22 juin. MM. Gros, Petrán, Onyeama et Ignacio-Pinto ont joint à chaque ordonnance des déclarations.

43. Aux fins des ordonnances ci-dessus mentionnées du 12 juillet, la Cour était composée comme suit : M. Lachs, Président; M. Ammoun, Vice-Président; MM. Forster, Gros, Bengzon, Petrán, Onyeama, Ignacio-Pinto, Morozov, Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, M. Ruda, juges; sir Garfield Barwick, juge *ad hoc*. (M. Dillard, empêché pour raisons de santé, M. de Castro, empêché pour raisons de famille et M. Nagendra Singh, absent, n'ont pas pris part au vote.)

E. — PROCÈS DE PRISONNIERS DE GUERRE PAKISTANAIS

44. Le 11 mai 1973, le Gouvernement pakistanais a soumis à la Cour une requête introductive d'instance contre le Gouvernement indien. Cette requête a pour origine le fait que, selon le Gouvernement pakistanais, le Gouvernement indien se propose de livrer 195 pri-

sonniers de guerre pakistanais au Gouvernement du Bangladesh, lequel aurait l'intention de les mettre en jugement pour actes de génocide et crimes contre l'humanité. Le Gouvernement pakistanais soutient notamment qu'il a un droit exclusif de juridiction sur ces individus et que, selon le droit international, rien ne justifierait leur transfert au Bangladesh aux fins de jugement.

45. Par lettres des 23 et 28 mai et 4 juin, le Gouvernement indien a déclaré qu'il n'y avait aucun fondement juridique à la compétence de la Cour en l'espèce et que la requête du Gouvernement pakistanais était dépourvue d'effet juridique.

46. Le Gouvernement pakistanais a également déposé le 11 mai auprès de la Cour une demande en indication de mesures conservatoires tendant à ce que le rapatriement des autres prisonniers de guerre et internés civils pakistanais ne soit pas interrompu et à ce que les 195 prisonniers en question ne soient pas transférés au Bangladesh, tant que la Cour n'aura pas rendu son arrêt. La Cour a tenu les 4, 5 et 26 juin 1973 trois audiences publiques au cours desquelles elle a entendu les observations à ce sujet de M. Yahya Bakhtiar au nom du Gouvernement pakistanais. Le Gouvernement indien n'était pas représenté à ces audiences. Par lettre du 11 juillet 1973, l'agent du Pakistan a informé la Cour qu'il escomptait que des négociations entre le Pakistan et l'Inde, où seraient discutées les questions qui font l'objet de la requête, se dérouleraient dans un proche avenir. Dans la même lettre, le Gouvernement pakistanais priait la Cour de différer la suite de l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires, afin de faciliter ces négociations, et il la priait de fixer des délais pour le dépôt des pièces écrites.

47. Par ordonnance du 13 juillet 1973 (*C.I.J. Recueil* 1973, p. 328), la Cour a, par 8 voix contre 4, décidé que les pièces écrites en l'affaire ci-dessus mentionnée porteront d'abord sur la question de sa compétence pour connaître du différend. Elle a fixé au 1^{er} octobre et au 15 décembre 1973 respectivement la date d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Gouvernement pakistanais et du contre-mémoire du Gouvernement indien. M. Nagendra Singh joint à l'ordonnance une opinion individuelle et M. Petrán une opinion dissidente.

48. Aux fins de cette ordonnance, la Cour était composée comme suit : M. Lachs, Président; MM. Forster, Gros, Bengzon, Petrán, Onyeama, Ignacio-Pinto, Morozov, Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, MM. Nagendra Singh, Ruda, juges. (MM. Ammoun et Dillard, pour raisons de santé, et M. de Castro, pour raisons de famille, n'ont pas pris part au vote. Sir Muhammad Zafrulla Khan, juge *ad hoc* désigné par le Gouvernement pakistanais, a siégé en l'affaire jusqu'au 2 juillet 1973.)

IV. — STATUT ET REGLEMENT DE LA COUR; QUESTIONS ADMINISTRATIVES

A. — EXAMEN DU RÔLE DE LA COUR

49. Par sa résolution 2723 (XXV) du 15 décembre 1970, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de transmettre un questionnaire aux Etats Membres et aux Etats parties au Statut de la Cour, afin que ceux-ci puissent présenter leurs vues et suggestions concernant le rôle de la Cour, et de préparer

un rapport d'ensemble sur la base des opinions ainsi exprimées par les Etats et, si tel était son désir, par la Cour. Ce rapport avait été présenté par le Secrétaire général le 15 septembre 1971. Par sa résolution 2818 (XXVI) du 15 décembre 1971, l'Assemblée générale avait invité les Etats qui n'avaient pas encore été en mesure de le faire à adresser leurs observations

au Secrétaire général avant le 1^{er} juillet 1972 et elle avait prié le Secrétaire général de présenter ces observations à l'Assemblée générale au cours de sa vingt-septième session³.

50. Un nouveau rapport a été présenté par le Secrétaire général le 24 août 1972 (A/8747). Le 23 septembre 1972, sur recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission. Celle-ci, lors de cinq séances tenues du 7 au 12 décembre 1972, a examiné plusieurs projets de résolution dont elle a consigné le texte dans le rapport qu'elle a présenté à l'Assemblée générale le 16 décembre⁴. Lors de sa 2114^e séance plénière, tenue le 18 décembre 1972, l'Assemblée générale a décidé, sur recommandation de la Sixième Commission, d'inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-huitième session.

B. — PROPOSITION D'AMENDEMENT DU STATUT

51. Sur proposition de la Cour, l'Assemblée générale avait inscrit à l'ordre du jour de ses vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième sessions une question intitulée "Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux articles 23 et 28". Lors de chacune de ces sessions, elle avait décidé de renvoyer l'examen de la question et de prier le Secré-

³ Voir rapports de la Cour internationale de Justice 1970-1971 [Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405)], par. 27 à 31; et 1971-1972 [Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 5 (A/8705)], par. 33 à 35.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes, point 90 de l'ordre du jour, document A/8967.

taire général de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la session ordinaire suivante⁵.

52. Lors de sa 2035^e séance plénière, tenue le 22 septembre 1972, l'Assemblée générale a décidé, sur recommandation du Bureau, de renvoyer de nouveau l'examen de la question et de prier le Secrétaire général de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième session.

C. — RÉVISION DU RÈGLEMENT

53. Le Règlement de la Cour modifié le 10 mai 1972 (C.I.J. Actes et documents n° 2) est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1972⁶. Il s'applique donc aux affaires soumises à la Cour après cette date, à savoir : *Essais nucléaires (Australie c. France)*, *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)* et *Procès de prisonniers de guerre pakistanais*.

54. Le Règlement adopté le 6 mai 1946 (C.I.J. Actes et documents n° 1, 2^e éd., p. 54 à 83) s'est appliqué aux affaires soumises à la Cour avant le 1^{er} septembre 1972 et réglées pendant la période considérée, à savoir : *Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI* et *Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies*. En outre le Règlement de 1946 continue à s'appliquer aux affaires non encore réglées qui ont été soumises à la Cour avant le 1^{er} septembre 1972, à savoir : *Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)* et *Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)*.

⁵ Voir notamment rapports de la Cour internationale de Justice 1968-1969 [Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 5 (A/7605 et Corr.1)], par. 32 et 33 et annexe; et 1969-1970 [Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 5 (A/8005)], par. 26 à 30.

⁶ Voir rapport de la Cour internationale de Justice 1971-1972 [Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 5 (A/8705)], par. 38 à 41.

V. — PUBLICATIONS ET DOCUMENTS DE LA COUR

55. Les publications de la Cour sont distribuées aux gouvernements de tous les Etats admis à ester devant la Cour, ainsi qu'à toutes les grandes bibliothèques juridiques du monde; au surplus la Cour participe en tant que de besoin au système des bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies et au programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international. La vente des publications de la Cour est assurée par les sections des ventes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et on peut se les procurer dans les librairies et agences spécialisées du monde entier. Un catalogue en est distribué gratuitement, avec mises à jour annuelles (dernière édition : 1972).

56. Les publications de la Cour comprennent actuellement trois séries annuelles : *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, *Bibliographie* des ouvrages et documents ayant trait à la Cour et *Annuaire*. Les plus récents volumes des deux premières séries ont paru au début de l'année 1973 (C.I.J. Recueil 1972 et C.I.J. Bibliographie n° 26) et le dernier volume de la troisième série (C.I.J. Annuaire 1972-1973) paraîtra en même temps que le présent rapport.

57. La Cour publie, sous le titre *Mémoires, plaidoiries et documents*, le dossier de chacune des affaires qui lui ont été soumises. Cette publication est imprimée aussitôt que possible après la fin de chaque affaire. C'est ainsi qu'est sorti de presse, au cours de la période considérée, le volume de *Mémoires, plaidoiries et documents* sur l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI*. Il convient de noter que, avant même la clôture d'une affaire, la Cour peut, après avoir consulté les parties, communiquer les pièces de procédure écrite à tout gouvernement d'Etat admis à ester devant la Cour qui en fait la demande; elle peut aussi, avec l'assentiment des parties, mettre ces pièces à la disposition du public.

58. La Cour diffuse régulièrement des communiqués de presse, des bulletins et des notes documentaires en vue d'informer les milieux juridiques, universitaires ou administratifs, ainsi que la presse et le public en général, sur ses fonctions, sa juridiction et son activité.

Le Président de la Cour internationale de Justice,
(Signé) MANFRED LACHS
La Haye, le 1^{er} août 1973.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
